

**HAKIM SAHEB, CADRE, EX-PARLEMENTAIRE RCD ET JURISTE**

# «La gouvernance locale a été vidée

**Souvent, comme ce fut le cas ces derniers jours dans de nombreuses localités de Tizi-Ouzou, les citoyens montent au front contre les élus en fermant les sièges des APC pour dénoncer soit des ruptures dans la distribution de l'eau potable soit l'ouverture de pistes ou tout autre revendication portant sur l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers et villages. Des situations qui mettent en avant les maires qui se déclarent souvent incapables de satisfaire les doléances des citoyens. Absence de moyens, prérogatives limitées ou tout simplement défaillance dans la gouvernance des affaires de l'APC, le sujet reste plus que jamais d'actualité et suscite débat et controverse. Ici l'avis de Hakim Saheb, ex-parlementaire et cadre actuel du RCD et juriste, enseignant à la faculté de droit à l'université de Tizi-Ouzou. Entretien.**

**Le Soir d'Algérie :** Commençons cet entretien, si vous le voulez bien, par un petit exercice de sémantique. Quel sens recouvrent les notions de gouvernance locale et de démocratie participative ? Pour quel objectif ont-elles été médiatisées par les institutions, les partis politiques, et font même l'objet de débat et de recherche au sein des universités ?

**Hakim Saheb :** Ces deux notions, intimement liées, constituent la quintessence de ce qui est communément appelé la bonne gouvernance. La gouvernance locale renvoie à des situations d'interférence où les problématiques touchent pour l'essentiel à l'aptitude et à l'efficacité à répondre aux attentes des populations concernées par la vocation de ces institutions. Sur la bonne gouvernance, en général, la conception est aussi variée que controversée. Parce que, franchement, je crois qu'il n'est pas commode de dresser, même de manière sommaire, un état ou une synthèse tant les avis sont multiples. Il y a lieu de distinguer, a priori, entre la notion de gouvernement et celle relative à la gouvernance qui est nouvelle dans le champ conceptuel. Pour ma part, en tant que défenseur de la modernité politique et de l'Etat de droit, je suis pour une nouvelle gouvernance qui doit rompre avec celle qui a prévalu jusqu'ici. La notion de gouvernement suppose un centre de pouvoir d'où découleront de manière unilatérale toutes les décisions. A contrario, la notion de gouvernance présume un pouvoir distribué et arbitré dans la contractualisation, la solidarité et le partenariat. Cette nouvelle notion est finement identifiée et avouée par les critères et la littérature du Pnud. Quand on parle de distribution, cela voudrait dire qu'il ne doit pas y avoir un seul pouvoir de décision, de surcroît centralisé, comme c'est le cas de notre pays, mais des institutions de renouveau proches des proximités et des citoyens qui agissent dans la concertation et la médiation entre l'Etat, les collectivités locales, les associations de la société civile et les partenaires économiques.

**Vous voulez parler de la responsabilité qui est partagée entre l' élu et le citoyen. Justement, comment se fait ce partage des responsabilités ?**

Dans la gouvernance locale, il faut savoir écouter et pouvoir partager et redistribuer le pouvoir. Dans la proximité, la concertation et la communication entre les élus, représentants du peuple issus du suffrage universel direct, et la société civile sont des données fondamentales. Ce n'est pas parce que je suis élu que je suis le seul détenteur de pouvoir. Au contraire, il faut qu'il y ait consultation par la mise en place de conseils consultatifs et favoriser l'action publique par des mesures de concertation avec d'autres partenaires qu'ils soient issus de la société civile, du monde économique et du travail ou des autres segments de la société, notamment les jeunes, les femmes, les inadaptés mentaux, pour pouvoir opérer au plus près des intérêts locaux.

**Quel constat faites-vous, en tant que juriste et acteur politique, de cette**



Hakim Saheb.

**expérience en Algérie, notamment au niveau des institutions et des collectivités locales ?**

Elle n'est pas du tout mise en place en Algérie. Je pars d'un constat et de quelques postulats. Il faut clarifier à chaque fois les concepts compte tenu de la confusion et du populisme qui caractérisent les réformes politiques et institutionnelles entreprises. Avant de parler de la bonne gouvernance, de la concertation et de la solidarité qui doivent imprimer le fonctionnement de nos institutions, il n'est pas inutile de rappeler que l'évolution institutionnelle et administrative de l'Algérie a été marquée par des changements récurrents, souvent opérés pour des motifs clientélistes et subjectifs, mais aussi par une prolifération d'institutions et d'unités territoriales artificielles qui ne répondent pas à une organisation harmonieuse et rationnelle de l'espace géographique algérien. L'Algérie de Novembre 1954, qui avait été organisée en cinq zones qui deviendront, à l'issue du Congrès de la Soummam les six wilayas historiques, a été abandonnée au profit d'un modèle, exogène à la sociologie algérienne, qui se veut l'exacte réplique de l'administration coloniale.

Le complexe du «néocolonisé», pour paraphraser feu Mostefa Lacheraf, aura fait que le jacobinisme de l'Etat français a servi de modèle au pouvoir qui s'est imposé en 1962. Il fallait dissimuler ce mimétisme par l'euphémisme en arabisant, avec zèle, la préfecture par «wilaya», la sous-préfecture par «daïra» et la mairie par «assemblée communale». On voulait résoudre les problèmes qui se posent à la nation par la tautologie.

Donc, dès le départ, il y avait comme un péché mignon qui a fait que le modèle de développement algérien a été tranché unilatéralement au lendemain de l'indépendance en raison du désordre social et politique, exacerbé par la course effrénée au pouvoir avant même la proclamation de l'indépendance le 5 Juillet 1962.

Ces méprises politiques ont privé, au demeurant, la nation algérienne d'une réelle réflexion pour la mise en place d'un cadre et d'un espace institutionnels et administratifs qui soient en phase avec nos réalités sociales, culturelles et historiques. Résultat de la course, 50 ans après l'indépendance, nous constatons impuissants une cohésion sociale malmenée, un équilibre régional problématique, un développement local hétéroclite, une démocratie locale étiolée, une population sous-administrée ressentant un fort sentiment d'exclusion et de frustration et un pouvoir central asphyxié avec, en somme, un pays immense et exsangue doté d'institutions très peu adaptées pour l'identification et la résolution des problèmes de la collectivité nationale.

**C'est le problème du fonctionnement démocratique des institutions qui est ainsi posé, n'est-ce pas ?**

Indubitablement. Aborder la problématique de la gouvernance c'est aussi s'interroger sur la capacité de l'Etat, plus exactement du système politique actuel, à accompagner avec vigueur et sagacité le processus de mutations sociales généré par l'impératif démocratique et les aspirations citoyennes d'une population profondément renouvelée. Au-delà de la nature politique du pouvoir, il faut espérer une

Entretien réalisé par  
Saïd Aït Mébarek

réforme en profondeur qui soit à la hauteur de «l'intelligence territoriale» partout mise en application dans le monde développé et promeut chez le voisin marocain. On ne le répètera jamais assez, les structures de wilaya, daïra et communale, telles que conçues, sont inadaptées aux impératifs d'un Etat moderne rénové et je crois que le temps est venu, puisqu'un large consensus semble se dégager, de «décoloniser» notre système institutionnel et administratif et rompre définitivement avec la logique gestionnaire, voire de contrôle de la société par le biais de la déconcentration, au profit d'une vision politique qui inscrit la liberté d'action et de gestion au cœur de la démocratie locale. La bonne gouvernance a induit, dans beaucoup de pays, la mise en place d'une régionalisation, et d'échelon administratif intermédiaire, en harmonie avec les exigences de développement y compris dans les Etats unitaires historiquement défiants et frileux.

**Dès lors que les notions de bonne gouvernance, de démocratie participative, de gouvernance locale... sont à la mode et qu'elles sont aussi préconisées par les institutions mondiales tels le FMI, le Pnud comme remède à la mauvaise gouvernance et pour mettre de l'efficacité et de la transparence dans la gestion des politiques publiques par les agents (élus ou fonctionnaires) qui en ont la charge, y a-t-il en Algérie un encadrement juridique qui a été mis en place pour répondre à cette préoccupation et accompagner ces préconisations prises en compte à travers le monde ?**

Je pense que c'est le contraire qui se produit en Algérie. Nous sommes dans une sombre perspective qui nous montre qu'on ne veut pas retenir les leçons. Il y a comme une fuite en avant devant les responsabilités qui s'imposent aux gouvernants mais qui ne cessent de tourner le dos, au prix que l'on sait, à toute perspective de bonne gouvernance et de modernité politique. La révision récente des codes communal et de wilaya qui remet en cause les maigres acquis des deux lois de 1990, arrachés dans l'euphorie d'octobre 1988, en dépouillant les P/APC et les P/APW de l'essentiel de leurs prérogatives au profit des services déconcentrés de l'Etat et en confiant au wali un pouvoir discrétionnaire exorbitant, nous édifie sur les limites de la gouvernance algérienne et de l'intention des tenants du pouvoir. Il faut savoir que ces réformes sont aux antipodes des exigences de bonne gouvernance et de toute espérance démocratique. Ces deux lois, adoptées en 2012, ont vidé de leur substance les anciennes lois qui avaient connu relativement une certaine avancée dans le fonctionnement de ces institutions car adaptées à des assemblées plurielles. Ces deux textes ont vidé de leur sens la gouvernance locale dans la mesure où ils consacrent l'hégémonie et la mainmise administrative, donc de l'Etat central, sur le local et du fait

Photo : DR